

# LE RÉVOLTÉ

POUR LA SUISSE

Un an . . . . . Fr. 4 -  
Six mois . . . . . » 2 -  
Trois mois . . . . . » 1 -

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 centimos.

Organe socialiste

Paraissant tous les 15 jours

POUR L'EXTERIEUR

Un an . . . . . Fr. 5 30  
Six mois . . . . . » 2 85  
Trois mois . . . . . » 1 35

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

Administration du Révolté : rue du Nord, 15, GENÈVE

## SOUSCRIPTION PERMANENTE

pour la propagande socialiste-révolutionnaire.

Reçu: *Produit de la Tombola organisée par la section de la Chaux-de-Fonds, 899 fr. — Des anarchistes, 1040 fr. — Genève, S., 2 fr. — Total depuis le 1 mai 1879, époque de la fondation de l'imprimerie, 3262 fr. 75 ct.*

## Anarchie et Communisme.

Résumé du discours prononcé par le comp. Cafiero au Congrès de la Fédération Jurassienne.

Au Congrès, tenu à Paris par la région du Centre, un orateur qui s'est distingué par son acharnement contre les anarchistes, disait: « Communisme et anarchie hurlent de se trouver ensemble ».

Un autre orateur qui parlait aussi contre les anarchistes, mais avec moins de violence, s'est écrié, en parlant d'égalité économique: « Comment la liberté peut-elle être violée, lorsque l'égalité existe! »

termes, l'expression de leur valeur exacte. Ces deux monnaies précieuses ont été si souvent falsifiées, que nous tenons enfin à en connaître et à en mesurer la valeur exacte.

Nous plaçons donc, à côté de ces deux termes: liberté et égalité, deux équivalents, dont la signification nette ne peut pas prêter à l'équivoque, et nous disons: « Nous voulons la Liberté, c'est-à-dire l'Anarchie, et l'Égalité, c'est-à-dire le Communisme ».

Anarchie, aujourd'hui, c'est l'attaque; c'est la guerre à toute autorité, à tout pouvoir, à tout Etat. Dans la société future, l'Anarchie sera la défense, l'empêchement, au rétablissement de toute autorité, de tout pouvoir, de tout Etat: pleine et complète liberté de l'individu qui, librement et poussé seulement par ses besoins, par ses goûts et ses sympathies, se réunit à d'autres individus dans le groupe ou dans l'association; libre développement de l'association, qui se fédère avec d'autres dans la commune ou dans le quartier; libre développement des communes qui se fédèrent dans la région, — et ainsi de suite, des régions dans la nation, des nations dans l'humanité.

droits que les autres: il jouirait, en commun avec les autres, de toute la richesse du pays, de la même façon qu'il l'eût fait à Peking.

Il s'est donc bien trompé, cet orateur qui a dénoncé les anarchistes comme voulant constituer la propriété des corporations. La belle affaire que l'on ferait, si l'on détruisait l'Etat pour le remplacer par une multitude de petits Etats! tuer le monstre à une tête pour entretenir le monstre à mille têtes!

Non; nous l'avons dit, et nous ne cesserons de le répéter: point d'entremetteurs, point de courtiers et d'obligeants serviteurs qui finissent toujours par devenir les vrais maîtres: nous voulons que toute la richesse existante soit prise directement par le peuple lui-même, qu'elle soit gardée dans ses mains puissantes, et qu'il décide lui-même de la meilleure manière d'en jouir, soit pour la production, soit pour la consommation.

Mais on nous demande: le Communisme est-il applicable? Aurons-nous assez de produits pour laisser à chacun le droit d'en ~~chacun~~ prendre

prendre à

En bien, je pense que les deux orateurs avaient tort.

On peut parfaitement avoir l'égalité économique, sans avoir la moindre liberté. Certaines communautés religieuses en sont une preuve vivante, puisque la plus complète égalité y existe en même temps que le despotisme. La complète égalité, car le chef s'habille du même drap et mange à la même table que les autres; il ne se distingue d'eux que par le droit de commander qu'il possède. Et les partisans de « l'Etat populaire »? S'ils ne rencontraient pas d'obstacles de toute sorte, je suis sûr qu'ils finiraient par réaliser la parfaite égalité, mais, en même temps, aussi le plus parfait despotisme; car, ne l'oublions pas, le despotisme de leur Etat serait égal au despotisme de l'Etat actuel, augmenté du despotisme économique de tous les capitaux qui passeraient aux mains de l'Etat, et le tout serait multiplié par toute la centralisation nécessaire à ce nouvel Etat. Et c'est pour cela que nous, les anarchistes, amis de la liberté, nous nous proposons de les combattre à outrance.

Ainsi, contrairement à ce qui a été dit, on a parfaitement raison de craindre pour la liberté, lors même que l'égalité existe; tandis qu'il ne peut y avoir aucune crainte pour l'égalité là où existe la vraie liberté, c'est-à-dire, l'anarchie.

Enfin, *anarchie et communisme*, loin de hurler de se trouver ensemble, hurleraient de ne pas se trouver ensemble, car ces deux termes: synonymes de *liberté* et d'*égalité*, sont les deux termes nécessaires et indivisibles de la Révolution.

Notre idéal révolutionnaire est très simple, on le voit: il se compose, comme celui de tous nos devanciers, de ces deux termes: liberté et égalité. Seulement, il y a une petite différence.

Instruits par les escamotages, que les réactionnaires de toute sorte et de tout temps ont faits de la liberté et de l'égalité, nous nous sommes avisés de mettre, à côté de ces deux

Le Communisme, la question qui nous occupe plus spécialement aujourd'hui, est le second terme de notre idéal révolutionnaire.

Le Communisme actuellement, c'est encore l'attaque; ce n'est pas la destruction de l'autorité, mais c'est la prise de possession, au nom de toute l'humanité, de toute la richesse existant sur le globe. Dans la société future, le communisme sera la jouissance de toute la richesse existante, par tous les hommes et selon le principe: *De chacun selon ses facultés, à chacun selon ses besoins*, c'est-à-dire: *De chacun et à chacun selon sa volonté*.

Il faut cependant remarquer, — et ceci surtout en réponse à nos adversaires, les communistes-autoritaires ou Etatistes, — que la prise de possession et la jouissance de toute la richesse existante doivent être, selon nous, le fait du peuple lui-même. Le peuple, l'humanité, n'étant pas des individus qui puissent saisir la richesse et la tenir de leurs deux mains, on a voulu en conclure, il est vrai, qu'il faut, pour cette raison, instituer toute une classe de dirigeants: de représentants et de dépositaires de la richesse commune. Mais nous ne partageons pas cet avis. Pas d'intermédiaires, pas de représentants qui finissent toujours par ne représenter qu'eux-mêmes! pas de modérateurs de l'égalité, pas plus que de modérateurs de la liberté! pas de nouveau gouvernement, pas de nouvel Etat, dût-il se dire populaire ou démocrate, révolutionnaire ou provisoire.

La richesse commune étant disséminée sur toute la terre, tout en appartenant de droit à l'humanité entière, ceux donc qui se trouvent à la portée de cette richesse et en mesure de l'utiliser, l'utiliseront en commun. Les gens de tel pays utiliseront la terre, les machines, les ateliers, les maisons, etc., du pays et ils s'en serviront tous en commun. Partie de l'humanité, ils exerceront ici, de fait et directement, leur droit sur une part de la richesse humaine. Mais si un habitant de Pékin venait dans ce pays, il se trouverait dans les mêmes

sa volonté, sans réclamer des individus plus de travail qu'ils ne voudront en donner?

Nous répondons: oui. Certainement, on pourra appliquer ce principe: *De chacun et à chacun selon sa volonté*, parce que, dans la société future, la production sera si abondante qu'il n'y aura nul besoin de limiter la consommation, ni de réclamer des hommes plus d'ouvrage qu'ils ne pourront ou ne voudront en donner.

Cette immense augmentation de production dont on ne saurait même se faire aujourd'hui une juste idée, peut se deviner par l'examen des causes qui la provoqueront. Ces causes peuvent se réduire à trois principales:

1° L'harmonie de la coopération dans les diverses branches de l'activité humaine, substituée à la lutte actuelle qui se fait par la concurrence;

2° L'introduction sur une immense échelle des machines de toutes sortes;

3° L'économie considérable des forces du travail, des instruments de travail et des matières premières, réalisée par la suppression de la production nuisible ou inutile.

La concurrence, la lutte, est un des principes fondamentaux de la production capitaliste qui a pour devise: *Mors tua vita mea*; ta mort est ma vie. La ruine de l'un fait la fortune de l'autre. Et cette lutte acharnée se fait de nation à nation, de région à région, d'individu à individu, entre travailleurs, aussi bien qu'entre capitalistes. C'est une guerre au couteau, un combat sous toutes les formes: corps à corps, en bandes, en escouades, en régiments, en corps d'armée. Un ouvrier trouve de l'ouvrage où un autre en perd; une industrie ou plusieurs industries prospèrent lorsque telle ou telles industries périclitent.

Eh bien, imaginez-vous, lorsque dans la société future, ce principe individualiste de la production capitaliste, *chacun pour soi et contre tous*, et *tous contre chacun*, sera remplacé par le vrai principe de la sociabilité humaine: *chacun pour tous et tous pour chacun*, — quel

immense changement n'obtiendra-t-on pas dans les résultats de la production? Imaginez-vous quelle sera l'augmentation de la production, lorsque chaque homme, loin d'avoir à lutter contre tous les autres, sera aidé par eux, quand il les aura, non plus pour ennemis, mais pour coopérateurs. Si le travail collectif de dix hommes atteint des résultats absolument impossibles pour un homme isolé, combien grands seront les résultats obtenus par la grande coopération de tous les hommes qui, aujourd'hui, travaillent hostilement les uns contre les autres?

Et les machines? L'apparition de ces puissants auxiliaires du travail, si grande qu'elle nous paraisse aujourd'hui, n'est que très minime en comparaison de ce qu'elle sera dans la société à venir.

La machine a contre elle aujourd'hui, souvent l'ignorance du capitaliste, mais plus souvent encore son intérêt. Combien de machines restent inappliquées uniquement parce qu'elles ne rapportent pas un bénéfice immédiat au capitaliste? Est-ce qu'une compagnie houillère, par exemple, ira se mettre en frais pour sauvegarder les intérêts des ouvriers et construira de coûteux appareils pour descendre les mineurs dans les puits? Est-ce que la municipalité introduira une machine pour casser les pierres, lorsque ce terrible travail lui fournit le moyen de faire à bon marché de l'aumône aux affamés? Que de découvertes, que d'applications de la science restent lettre morte uniquement parce qu'elles ne rapporteraient pas assez au capitaliste!

Le travailleur lui-même est aujourd'hui l'ennemi des machines, et ceci avec raison, puisqu'elles sont vis-à-vis de lui le monstre qui vient le chasser de l'usine, l'affamer, le dégrader, le torturer, l'écraser. Et quel immense intérêt il aura, au contraire, à en augmenter le nombre lorsqu'il ne sera plus au service des machines, et que les machines, au contraire, elles-mêmes seront à son service, l'aidant et pour son bien-être!

travaillant

Enfin, il faut tenir compte de l'immense économie qui sera faite sur les trois éléments du travail: la force, les instruments et la matière, qui sont horriblement gaspillés aujourd'hui, puisqu'on les emploie à la production de choses absolument inutiles, quand elles ne sont pas nuisibles à l'humanité.

Combien de travailleurs, combien de matières et combien d'instruments de travail ne sont-ils pas employés aujourd'hui pour l'armée de terre et de mer, pour construire les navires, les forteresses, les canons et tous ces arsenaux d'armes offensives et défensives. Combien de ces forces sont usées à produire des objets de luxe qui ne servent qu'à satisfaire des besoins de vanité et de corruption!

Et lorsque toute cette force, toutes ces matières, tous ces instruments de travail, seront employés à l'industrie, à la production d'objets qui eux-mêmes serviront à produire, — quelle prodigieuse augmentation de la production ne verrons-nous pas surgir!

Oui, le communisme est applicable! On pourra bien laisser à chacun prendre à volonté ce dont il aura besoin, puisqu'il y en aura assez pour tous. On n'aura plus besoin de demander plus de travail que chacun n'en voudra donner, parce qu'il y aura toujours assez de produits pour le lendemain.

Et c'est grâce à cette abondance que le travail perdra le caractère ignoble de l'asservissement en lui laissant seulement le charme d'un besoin moral et physique, comme celui d'étudier, de vivre avec la nature.

## MOUVEMENT SOCIAL

France

On nous écrit de Paris:

Dans la réunion contradictoire provoquée

par l'union syndicale de la Seine, nous avons déclaré que n'étant pas orateurs nous prendrions note des objections de nos adversaires pour y répondre dans une réunion ultérieure. Mais nos adversaires n'ayant pas cru devoir convoquer cette réunion, je viens vous demander l'hospitalité du *Revolté* pour la réponse que je voulais faire.

D'abord, le citoyen Deynaud a dit que c'était très beau d'avoir un idéal, mais que l'on ne devait pas perdre son temps à se préoccuper de ce qui se ferait cinquante ou cent ans après notre mort, qu'il n'y avait même pas lieu de discuter la réorganisation sociale qui doit suivre la révolution. Nous ferons remarquer que si nous avons relevé ce point, ce n'est que pour mettre en évidence le peu de logique qu'ont nos adversaires, et nous nous contenterons de demander au citoyen Deynaud s'il est révolutionnaire pour l'amour de l'art ou si c'est une histoire de tirer des coups de fusil? Quant à nous, nous sommes résolus d'en venir à cette extrémité, justement parce que nous n'avons pas d'autre issue, pour sortir du cercle étroit dans lequel nous sommes étreints. Avant de parler révolution, il a fallu que nous étudions le système d'organisation qui nous fait actuellement souffrir, et que nous nous fassions un plan de la société que nous entrevoyons, pour en arriver à reconnaître la force comme seul moyen d'émancipation; c'est pourquoi nous trouvons que venir dire: «Faisons d'abord la révolution, nous verrons après ce qu'il sera urgent de faire!» c'est passablement vouloir détourner la question.

Répondant au reproche qu'on nous avait fait de parler un langage violent, nous avons dit, que si nous faisons mention de certains moyens, c'est que nous comptons les employer. Le citoyen Guesde nous a répondu qu'il veut employer les mêmes moyens que nous; seulement il n'emploie pas les mêmes mots, de peur d'effrayer la masse. Pour nous, nous employons des termes violents parce que nous savons que ceux qui s'en effraieront, auront plus peur

encore de la chose. Si, au risque de passer pour des matamores ou des capitaine Fracasse, nous nous sommes servis d'expressions violentes, c'est que nous savons que certaines idées, accueillies aujourd'hui par des railleries, iront se loger dans quelques coin du cerveau de ceux qui les ont entendue et en sortiront pesés, discutées, mûries et surtout appliquées dans les jours de lutte.

Le citoyen Guesde dit ensuite que la seule divergence entre les collectivistes et les anarchistes est dans la période préparatoire de la révolution. Nous persistons à croire, jusqu'à preuve du contraire, qu'il y aura divergence même après.

Nous sommes sévères sur les moyens de propagande et de groupement pour la lutte, parce qu'ils influent fatalement sur ceux que nous serons forcés de subir après.

Nos contradicteurs ont pu nous dire avec quelque raison, «ce n'est pas parce que vous aurez fait une révolution, que vous aurez détruit les préjugés, fruits de vingt siècles d'ignorance et de superstitions». Cela est vrai surtout si, durant la période de propagande, au lieu de chercher à les détruire, on s'attache à s'en servir, sous prétexte de grouper plus de monde. Quant à nous, nous ne pouvons pas les détruire complètement, et nous voulons du moins les ébranler assez fortement pour ne pas avoir à lutter contre eux après la victoire.

Nous ne répondons pas à cet autre argument du cit. Deynaud qui nous disait que si nous sommes autonomistes, nous ne pouvons être révolutionnaires, le citoyen Lefrançais y ayant répondu mieux que nous aurions pu le faire.

Quant à son autre argument, où il nous demande, si, après avoir supprimé l'Etat, nous nous arrêterons là et attendrons que les corporations s'emparent de la propriété, ce qui serait très aléatoire, la plus grande masse des ouvriers possédant encore le respect de la propriété, — nous lui répondrons qu'au congrès

nous avons déjà déclaré vouloir profiter des moments de repit que nous aurions pendant la lutte pour nous emparer, au nom de la société, de la propriété: maisons, ateliers, etc. Notre contradicteur nous accordera bien, qu'une fois le propriétaire dépossédé de son immeuble, le patron — de son atelier, et tout cela remis entre les mains des groupes, qui ne seront qu'à l'état d'embryon, c'est vrai, mais qui seront déjà un commencement d'organisation, les ouvriers, si réactionnaires qu'ils fussent, n'iront pas entreprendre une contre-révolution qui aurait pour but de remettre les anciens propriétaires en possession de leurs biens, c'est-à-dire, de les livrer de nouveau pieds et poings liés à leurs exploités.

Quant aux dangers que l'on prévoit, en disant que les groupes profiteront de leur situation pour vouloir en exploiter d'autres, on se place assurément beaucoup trop au point de vue de la société actuelle et non à celui de la société transformée; car nous pensons que l'homme, une fois assuré de son nécessaire, n'aura plus cette passion d'amasser pour le lendemain, c'est-à-dire ne songera plus à lutter contre ses semblables par la concurrence effrénée d'aujourd'hui, qui est le résultat de l'antagonisme des intérêts dans la société actuelle. Dans la société future, tous les intérêts étant les mêmes, les individus étant simplement régis par les contrats des groupes librement choisis par eux et qu'ils seront libres de quitter quand il leur plaira, la société n'en marchera que mieux car tout reposera sur le libre consentement de chacun. Les rapports entre groupes étant réglés de même, nous ne voyons pas le danger qui pourrait en résulter.

Nous pensons qu'il faut laisser à chacun le droit de se gouverner suivant sa volonté. Nous pensons qu'il faut tenir compte du tempérament de chaque individu et des différences de caractère ou de climat. Nous pensons aussi que pour établir une société harmonique comme nous la voulons, il faut laisser chaque individu se grouper selon ses aptitudes, ses tendances ou ses affinités. Nous pensons enfin, qu'en vou-

lant imposer à la société entière le même mode d'organisation, on créerait par là une nouvelle classe de mécontents, qui, elle aussi, peut-être aurait besoin un jour de recourir à la force pour assurer son émancipation.

Nos adversaires nous ont dit (il est vrai qu'il n'étaient pas autoritaires, ne pouvant avoir la prétention de plier tout le monde sous le même mode d'organisation), qu'à moins d'avoir un Etat, un gouvernement ou une administration quelconque, le nom importe peu, qui aurait en mains la force pour faire plier les récalcitrants, il y aurait gâchis dans notre mode d'organisation. Nous répondrons qu'il y aura sûrement abus dans le leur. En outre, nous ne pensons pas que la mauvaise volonté de quelques individus ou même de quelques groupes isolés dans la société puissent être un danger pour elle; tandis que si vous laissez une organisation autoritaire dont ils puissent s'emparer par force ou par surprise, ce serait un danger perpétuel pour l'avenir de l'humanité.

Quant aux objections faites contre les dangers de la forme corporative ou communale, il nous semble que l'on ne réfléchit pas assez, que dans la société transformée, il y aura échange de services et non échange de produits, l'outillage n'étant remis entre les mains des corporations que pour qu'elles en tirent la somme de produits nécessaires aux besoins de la société et non pour qu'elles l'exploitent à leur profit personnel. S'il y a donc des objections à produire, c'est, suivant nous, contre le collectivisme, théorie d'après laquelle les rapports des individus sont basés sur l'échange des produits, tarifés selon leur valeur. Qui établira seulement le taux de cette valeur? Quel est le critérium de la valeur? Sera-ce l'heure de travail, comme le désire la plupart des collectivistes? A ce propos, écoutons ce que dit un des leurs: «Mais où trouver le critérium de la valeur? Selon Proudhon, c'est l'heure de travail. Il est bon de faire observer que les



« socialistes de l'Internationale ont tous été plus ou moins Proudhoniens et d'ailleurs ils en ont « tous gardé quelque chose. Si maintenant nous ne le sommes plus, c'est que nous avons reconnu qu'il n'y a pas et qu'il ne peut y avoir « de mesure de la valeur ». (B. Malon, L'Internationale, son histoire, et ses principes). Donc, si vous voulez établir cette valeur, vous serez forcés d'avoir recours à l'arbitraire pour convaincre (nous ne voulons pas dire forcer) ceux qui se trouveront lésés par l'établissement de cette valeur. De plus, en repoussant la forme corporative et la forme communale, il ne vous reste que celle de l'Etat propriétaire et Providence, tranchant les différends, mettant chacun à la place qui lui convient et au cachot ceux qui auront le malheur de ne pas trouver tout pour le mieux. Mais vous devez également repousser cette forme là puisque vous n'êtes pas autoritaires. Quelle est donc celle que vous avez adoptée ?

Nous ne voudrions pas faire un procès de tendances, mais nous tiendrons cependant à expliquer ce que nous voyons dans cette fameuse organisation d'un Quatrième Etat.

Ce serait organiser le prolétariat en une masse aveugle et inconsciente, recevant le mot d'ordre de certaines têtes de colonnes, l'habituer à n'agir que d'après l'impulsion donnée, tout en n'ayant aucune initiative en dehors de cette impulsion et qu'un but final : l'établissement d'un ordre de choses et d'un système d'organisation que personne n'aurait à discuter et que l'on imposerait à tous sitôt après la révolution. Nous avouons que vous pourriez bien vous passer de gouvernement officiel ayant besoin d'une armée pour se faire obéir, car vous auriez en mains les forces mêmes de la révolution, habituées à exécuter les ordres lui venant d'en haut, et au lieu d'avoir une dictature avouée dans un hôtel de ville quelconque, nous en aurions une, insaisissable et renaissant sans cesse dans nos rangs, que, sous prétexte de discipline, on voudrait organiser. Nous combattons de toutes nos forces une pareille dictature, qui serait encore plus terrible dans

substituera aux diverses conceptions *a priori* une simple méthode scientifique».

« Au point de vue pratique, elle sera tout d'abord un organe de conciliation entre les diverses fractions du parti socialiste, sans se départir néanmoins des conclusions du socialisme scientifique moderne ».

Sur le terrain économique, elle soutiendra énergiquement les revendications ouvrières, en dévoilant les violences et les spoliations dont les exploités sont victimes et en faisant connaître les conditions du travail dans les bagnes capitalistes.

Sur le terrain politique, « elle aidera de toute son influence à la constitution des forces prolétariennes, en soutenant les candidatures de classe partout où elles se produiront ».

Quant aux « résultats parlementaires », l'*Emancipation* déclare d'ailleurs qu'elle les considère comme « impossibles ou dérisoires ».

Le but économique final de l'*Emancipation* est « la suppression du salariat et l'abolition des classes ».

Un nouveau programme-minimum vient d'être publié par le groupe de l'Alliance Socialiste-républicaine. A part un peu plus de netteté dans l'exposé des considérants généraux et un développement plus ample du programme politique, ce programme diffère très peu du programme-minimum des démocrates-socialistes, que nous avons analysé dans un numéro précédent. Nous n'avons donc pas à y revenir. Le programme est signé par les citoyens :

Avrial, Arthur Arnould, J.-L. Blanc, V. Brébant, A. Callet, J. Johannard, Fr. Jourde, Léon Landrin, Louis Lucipia, Charles Longuet, E. Massen, Marchand, A. Moreau-Montéleon, S. Pichon, J. Maillard, Poncerot, Clément Privé, A. Theisz, Rabert.

#### Belgique

Nous recevons du *Cercle des Anarchistes Bruxellois* son pacte fédératif, que nous nous

après sa présentation, s'il n'y a pas d'objection.

En cas d'objection, le candidat sera invité, pour être reçu membre, à annuler les objections présentées.

Tout citoyen coupable d'actes entachant son honneur pourra être mis en accusation. Il en sera de même d'un membre compromettant pour l'existence du cercle.

Une assemblée, à laquelle tous les membres seront spécialement convoqués, statuera.

Le présent contrat est toujours révisable. La demande de révision sera déposée dans une première assemblée et, si elle est prise en considération, une autre assemblée sera spécialement convoquée à ce sujet.

Les Commissions nommées aujourd'hui sont celles de comptabilité et de propagande.

#### Angleterre

Le socialisme, en Angleterre, fait très peu de progrès. Il en fait, cependant, et c'est à ce titre que nous nous empressons de traduire du dernier numéro de notre confrère anglais, *The Republican*, l'article suivant, paru sous ce titre: *Liberté Anglaise*. Nous le recommandons surtout à l'attention de nos lecteurs suisses. Ils y trouveront des analogies frappantes avec la situation de notre pays.

« Les anglais sont très enclins à se glorifier de leurs opinions en beaucoup de choses : religion, lois, politique, coutumes. Tout ce qui vient de l'étranger est considéré presque avec aversion. Mais ce qui surtout excite l'orgueil de l'anglais, et même de l'ouvrier anglais, c'est de comparer sa situation avec celle de ses frères du continent par rapport à ce que l'on appelle complaisamment la liberté anglaise.

Inutile de dire que cette liberté tant vantée ne signifie que l'absence de l'intervention gouvernementale et que, en parlant de liberté, personne n'entendrait par ce mot l'indépendance de l'individu dans sa vie quotidienne.

Mais, y a-t-il dans la liberté que l'on veut bien nous concéder, quelque chose

ses conséquences, car le peuple, croyant défendre ses propres intérêts, ne ferait qu'exécuter les ordres de ses maîtres. Le jour où il s'apercevrait de son erreur, il serait peut-être trop tard et la réparation de cette faute pourrait encore demander beaucoup de travail.

La discipline que nous voulons, c'est la cohésion qui naît d'une commune entente, et non celle qui s'établit par l'obéissance aux ordres de quelques individus, si dévoués qu'ils fussent; nous ne savons que trop ce que coûtent les hommes providentiels, les sauveurs prédestinés et nous ne serons jamais tentés de recommencer l'aventure; nous ne devons pas oublier qu'avec cette discipline-là, si on mène à la victoire, on mène aussi très souvent à la défaite.

Faisons une propagande incessante de nos idées, disons franchement ce que nous pensons, sans aller chercher midi à quatorze heures. De cette manière, chacun étant instruit de ce qu'il aura à faire, sans avoir besoin de recevoir le mot d'ordre de qui que ce soit, apprenant à nous connaître par l'échange continu de nos idées, nous aurons une force et une cohésion qui vaudront bien toutes les disciplines du monde. Nous tenons à répéter que nous n'accusons personne; nous voyons un danger et crions casse-cou, afin que l'on y prenne garde.

Un nouveau journal socialiste, *L'Emancipation*, organe quotidien du parti ouvrier a commencé à paraître à Lyon, sous la direction du citoyen Malon. (Adresse : 6, Quai de la Gilloière, Lyon. Prix de l'abonnement, 10 francs par semestre, port en sus).

Voilà les points saillants du programme de ce journal :

« En ce qui touche le côté théorique du mouvement social, *L'Emancipation* rompant avec les errements du socialisme utopique, se tiendra résolument sur le terrain expérimental et

raisonnons un plaisir de reproduire.

#### Pacte Fédératif.

« Considérant que l'autonomie et l'indépendance de l'homme sont la première condition de son émancipation ;

Que tout règlement ou contrat ne doit servir qu'à ériger, dans un certain ordre, ces principes en fait ;

En se réunissant en association, les membres du Cercle des Anarchistes Bruxellois n'ont eu en vue que de consolider leurs forces pour arriver à la vraie égalité dans l'humanité.

Dans cet esprit, les membres du Cercle ont adopté le Contrat ci-dessous.

Entre les compagnons adhérents au Cercle, il a été convenu ce qui suit :

Le Cercle propagera, au moyen de la presse et des réunions publiques, les principes sociaux anarchistes; il s'unira aux travailleurs du monde entier sur le terrain de la solidarité dans la lutte du travail contre le capital, lutte qui doit aboutir au complet affranchissement du travail.

Le Cercle se réunit en assemblée une fois par semaine.

Toute décision, pour être définitive, doit être prise en assemblée à la majorité des membres présents. Le vote se fera par appel nominal.

Le Cercle peut, en vue d'objets spéciaux, nommer des commissions spéciales.

Un règlement particulier sera établi par le Cercle pour chaque entreprise dont il décidera l'exécution.

Tout citoyen, qui est adhérent au but du Cercle, peut être reçu membre.

Les membres payeront chacun une cotisation minimum de 5 ct. par semaine.

Tout membre qui laissera passer deux mois sans payer sa cotisation est considéré comme démissionnaire, sauf le cas de force majeure, comme le chômage et la maladie.

Tout candidat sera présenté par un membre du Cercle. Cette admission se fera quinze jours

dont les travailleurs de notre pays puissent être fiers ? Le vrai secret de la condescendance que l'on a pour nous, n'est-il pas, contraire, quelque chose qui devrait plutôt nous faire venir le sang au visage et nous couvrir de honte ? La raison, pour laquelle les classes gouvernantes nous accordent ces libertés politiques, refusées ailleurs, c'est simplement la certitude qu'elles ont que nous ne saurons jamais faire un usage sérieux de ces libertés. Le gouvernement n'est rien qu'une organisation soutenue par les riches et par les forts pour maintenir l'inégalité des forces dans la lutte des classes ouvrières contre les possesseurs de la richesse; mais chez nous, il n'a aucun besoin d'exercer la moindre pression sur les classes ouvrières, puisqu'il sait parfaitement que les ouvriers anglais acceptent d'avance cette inégalité dans le combat. Pourquoi interviendrait-il, en effet, puisqu'il sait parfaitement que les ouvriers, n'étant pas empêchés de faire grève et ayant ainsi la complète liberté d'épuiser leurs maigres bourses, succomberont sans aucune doute, lors même qu'ils mettraient en péril la vie de leurs femmes et de leurs enfants et leur propres existences, en cherchant vainement à réduire les bénéfices de ceux qui ont toujours plus qu'il ne leur faut pour satisfaire à tous leurs désirs.

Tant qu'un président du Congrès des *Trades-unions* (sociétés de métiers) sera applaudi à outrance en disant qu'on ne veut nullement attaquer le capital et qu'on n'a aucune envie de s'en emparer; tant qu'un orateur peut dire à ce même congrès, sans être interrompu par personne, que le trade-unionisme veut le maintien continu du patronnat et du salariat, — il n'y a pas de danger que le plus zélé des partisans du gouvernementalisme ait l'idée d'empêcher la complète liberté des congrès, meetings et de la presse; puisque dans ces congrès, meetings et dans cette presse on ne dit que des choses si agréables aux gouvernants, pour-

quoi empêcherait-on de les dire. La presse actuelle, qui pousse des cris d'horreur lorsqu'on parle de socialisme, s'empresse de reproduire ces affirmations des meneurs de profession de la classe ouvrière; et pourquoi attaquerait-elle ces meneurs, lorsqu'elle sait qu'ils ne négligent jamais l'occasion de représenter le capital comme quelque chose d'incarné dans le capitaliste, de manière à vous donner et à vous inculquer l'impression que l'un est inséparable de l'autre: le capital, chose nécessaire certainement, est d'après eux inséparable de l'autre, c'est-à-dire de l'individu qui l'exploite et qui se rapporte à la production, exactement comme la sangsue se rapporte au sang dont elle se gorge.

C'est pourquoi, chez nous, il est considéré comme une preuve de bon sens de parler toujours de l'alliance du capitaliste et de l'ouvrier. Autant vaudrait, d'ailleurs, affirmer la communauté d'intérêts des araignées et des mouches. Certainement les araignées ne peuvent exister sans les mouches; mais où donc découvre-t-on la réciprocité?

Respect servile envers la richesse; pouvoir absolu du riche d'imposer au pauvre la misère, les souffrances. N'est-ce pas largement suffisant pour maintenir cette horde de propriétaires et pour assurer l'obéissance à leurs lois? Ce serait une folie, en effet, que d'exercer encore une pression gouvernementale sur les ouvriers. A quoi bon, lorsque les droits de propriété sont un petit dieu auquel personne n'ose toucher? et lorsque la Compagnie de Manchester peut ordonner aux conducteurs de ses 70 omnibus de raser leurs moustaches, — certaine de voir exécuter ses ordres, — à quoi bon le gouvernement irait-il encore s'immixer dans ces rapports, puisque sans son intervention la classe ouvrière est déjà complètement asservie à ses maîtres?

Nous recommandons vivement cet article à nos lecteurs. Il résume complètement cette idée que nous nous proposons d'exposer aujourd'hui même à propos des affaires d'Ir-

les classes gouvernantes accordent

## Russie

La Cour martial de Nicolayev vient de juger le procès de deux matelots militaires, Ygnatiev et Goumovskiy, accusés d'avoir lu et propagé des ouvrages et des brochures socialistes-révolutionnaires. Pour constater le fait, la gendarmerie avait fait entrer à l'hôpital, où se trouvait Ygnatiev, deux gendarmes déguisés et soi-disant malades. Ygnatiev ne se bornait pas à lire les publications socialistes, il les donnait aux malades et aux gardes-malades et faisait de la propagande. Le tribunal a condamné les deux accusés à quelques semaines de prison et au transfert dans la classe des «punis»: cela veut dire que maintenant chaque chef pourra les fouetter tant qu'il lui plaira, sans autre procédure que celle d'administrer la bastonnade.

Un procès important se déroule en ce moment à Pétersbourg. Le télégraphe nous apprend au dernier moment que le procureur demande l'application de la peine de mort à tous les seize accusés, hommes et femmes, sauf M<sup>me</sup> Gryaznov, malade. Au prochain numéro un compte-rendu détaillé.

Le tribunal condamne Kviatkovsky, Chiriaeff, Tikhonoff, Okladskiy et Presniakoff à la pendaison; les onze autres accusés, aux travaux forcés de quinze ans à perpétuité.

## Suisse

Pendant que les officiers supérieurs, formant à eux seuls une armée en permanence, dévorent gaiement le budget qui représente les sueurs de la classe ouvrière converties en piles d'écus; pendant que ces Messieurs—sans doute, pour mener à bonne fin leurs petites affaires et celles du pays, — proposent, discutent, rapportent sur la nécessité d'élever des fortifications, sur l'urgence qu'il y a d'exécuter des travaux de défenses; pendant que, dans leurs cerveaux hantés, passent les visions à casques

chers fait partie de la vie publique en Suisse: bêtes et gens, meubles et bâtiments, terrains et produits, tout est vendu ou loué aux enchères, à celui qui donne le plus quand il s'agit d'une vente, à celui qui demande le moins quand il est question d'un malheureux incapable de travailler ou d'un enfant devenu orphelin: la commune l'abandonne au paysan qui demande le moins pour l'entretien, c'est-à-dire de 5 à 10 francs par mois.

Dans le canton de Berne, la misère devient de plus en plus grande à mesure que l'hiver approche; les travaux des champs occupaient bien des pauvres diables, mais maintenant le travail fait absolument défaut. Dans les autres cantons la situation est à peu de chose près la même.

Maintenant, gracieux seigneurs, élevez des travaux de défense, la cohue des misérables les abattra un jour, et ce jour n'est pas loin.

GENÈVE. ELECTIONS DU GRAND CONSEIL.—Les partis qui depuis quelques temps se mesuraient, par l'organe de leurs journaux, d'après les chiffres des concussions de leurs adversaires, — ce qui a dû certainement éclairer les contribuables sur l'intégrité des uns et des autres, conservateurs et radicaux, — se présentent aujourd'hui avec leurs programmes respectifs et recommandent les hommes qu'ils ont choisis pour renouveler le corps législatif.

Nous ne nous arrêterons, ni à examiner la valeur de ces candidats, ils en ont si peu du reste, ni à suivre, mensonges après mensonges, le programme des deux partis; nous dirons seulement quelques mots de celui du parti radical car c'est lui sans doute qui sortira victorieux de la lutte de demain. Ce programme est un composé de phrases sonores, si recherchées des forts en gueule de la politique, de plates déclamations, de projectures plus qu'incertaines, le tout entouré d'un manque absolu de sincérité.

Aux ouvriers,—il promet de « se préoccuper du sort des classes déshéritées, de regarder en

lande: « l'vaillant

au peuple anglais les libertés politiques, parce qu'elles sont sûres que le peuple ne profitera pas encore de ces libertés contre les classes qui possèdent tout. »

Dès que le peuple en fera usage au détriment des classes possédantes, ces libertés seront supprimées, et il ne restera plus — en Angleterre, comme ailleurs, — que la révolution. C'est ce qui se passe en ce moment en Irlande. Le gouvernement a déjà donné ordre de poursuivre les agitateurs les plus connus. Reste à savoir si le peuple est prêt à la révolution et s'il sait ce qu'il a à faire dès que le premier coup de canon va gronder.

LA LIGUE AGRAIRE. — Bonne nouvelle. La ligue agraire irlandaise—c'est-à-dire, la ligue des paysans formée pour arracher le sol à ses détenteurs actuels et pour le restituer aux cultivateurs—étend son organisation sur l'Angleterre. Des sections se sont déjà constituées ou sont en voie de se constituer dans plusieurs grands centres. Une série de meetings seront organisés durant l'hiver pour exposer aux paysans anglais les principes et le but de la ligue.

Nous ne saurions trop nous réjouir de cette nouvelle. Ces Arch et Comp. qui se sont emparés du beau mouvement de la ligue des agriculteurs ont assez cherché à endormir les paysans anglais par leur propagande des petits moyens. Poursuivant un seul but, celui de grimper jusqu'à la Chambre, ces messieurs n'ont su trouver d'autre remède à la situation intenable du paysan que l'émigration! L'émigration, c'est-à-dire l'expatriation des hommes les plus énergiques! Il est bien temps que les paysans anglais et écossais s'organisent, comme leurs frères irlandais, en puissantes ligues secrètes, pour arracher le sol à ces misérables qui le détiennent aujourd'hui! Les lords n'ont que trop longtemps joui de la bêtise humaine. Il est temps que le peuple prenne sa place au soleil.

pointus; pendant qu'ils rêvent d'une prochaine organisation de l'armée permanente qui serait menée à coups de poings et de cravaches; pendant ce temps là, une partie de la population des cantons allemands se débat dans une situation économique tellement intenable que les autorités même, qui représentent la classe aisée et exploitrice de ces populations, s'en sont émues. Elles ont adressé au gouvernement des rapports qui paraîtraient de prime abord invraisemblables, par les détails navrants qu'ils contiennent, mais qui sont la constatation exacte du malaise régnant dans ces cantons. Ainsi, en Argovie, dans l'espace d'une année, il y a eu plus de 30,700 faillites représentant plus de 12 millions de dettes: dans un seul district de quelques milliers d'habitants il y a eu plus de 1,100 faillites. Toute la race de vampires qui sucent le sang des ouvriers des villes et des campagnes: huissiers, avocats, juges, procureurs, demandant grâce, car ils sont accablés par la besogne; mais ils s'aperçoivent aussi que cela ne peut durer et ils se demandent — trop tard — s'il n'aurait pas mieux valu se montrer un peu plus flexible et laisser le temps aux débiteurs de s'acquitter. En effet, dans ce chiffre effroyable de faillites, il y a un cinquième qui représente des dettes de 20, de 30, de 40 francs. Les malheureux débiteurs ne pouvant payer, les créanciers demandent la faillite; alors les meubles du failli sont vendus à vil prix et souvent n'arrivent pas à couvrir les frais des hommes de loi. Dans presque tous les cantons allemands les faillits sont privés de leurs droits cantonaux et municipaux. Jugez si le nombre doit en être conséquent. Les communes s'appauvrissent, les impôts ne se payent pas et les charges des communes vont en croissant. Cependant, dans quelques localités, le régent, qui est déjà si mal payé, a vu son traitement diminué par la Commune, et s'il n'accepte pas cette diminution, la place est alors donnée à celui qui demande le moins. L'en-

face le grave problème du travail, » afin dit-il, de décourager les esprits malintentionnés, les utopistes, les anarchistes — qui se permettent d'appeler les choses par leurs noms, l'exploitation un vol, et les bourgeois des coquins. Il n'était pas nécessaire vraiment de s'appeler radical pour répéter une phrase vieille comme la rapine et l'exploitation, répétée à toutes les époques, par ceux qui en vécutent et qui en vivent comme nos radicaux, contre tous ceux qui la combattent. Puis, cette petite diversion faite, le programme passe aux voies ferrées pour relever le commerce et l'industrie qui dépérissent. De nouvelles lignes, voilà le remède, voilà le fer Bravais que ces bons hommes veulent inoculer, aux frais du peuple, dans le sang des malades. Ensuite, nous aurons bientôt la nomination des juges par le peuple, la prochaine institution des conseils de prud'hommes pour juger les différends entre patrons et ouvriers!... Nous reviendrons un jour sur ces grands progrès que le parti radical appelle ces innocents réformes.

Aux paysans, — il fait espérer la diminution des impôts. Mais les chemins de fer régionaux mettant les communes en communication avec la ville? chemins de fer et diminution d'impôts, c'est décidément trop beau pour être vrai. Nous tenons ce que nous promettons, disent les radicaux, ou au moins nous essayons de tenir ce que nous promettons; l'aveu serait sincère s'il n'était une bêtise finale.

Et bien! nous, les déshérités, nous n'avons qu'un mot à répondre aux déclamations de ces soupeurs qui prétendent se préoccuper de notre sort. L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes! Qu'ils méditent cette devise de l'Internationale, en attendant que le peuple les envoie rejoindre leurs ancêtres du hangar du Pin.